

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2022/202196]

31 MARS 2022. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'octroi, pour la location de containers, d'une intervention financière aux entreprises sinistrées à la suite des inondations survenues du 14 au 16 juillet et le 24 juillet 2021

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 22 décembre 2021 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2022, l'article 49;

Vu le rapport du 18 janvier 2022 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 28 janvier 2022;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 3 février 2022;

Vu l'avis n°23/2022 de l'Autorité de protection des données, donné le 16 février 2022;

Vu l'avis 70.966/2 du Conseil d'État, donné le 2 mars 2022, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant les inondations survenues entre le 14 et le 16 juillet et le 24 juillet 2021;

Considérant que celles-ci ont été reconnues comme calamité naturelle publique par le Gouvernement wallon en dates du 28 juillet 2021 et du 26 août 2021;

Considérant qu'elles ont causé d'importants dommages à de nombreuses entreprises, lesquelles ont vu leurs installations fortement endommagées voire complètement détruites;

Considérant que ces entreprises, dont certaines ont déjà fortement été impactées par la crise de la COVID-19, se retrouvent démunies face à la situation et peinent à imaginer poursuivre leur activité dans les zones qui ont été sinistrées;

Considérant que l'abandon de cellules, urbaines comme rurales, de leur activité économique est une réalité depuis de nombreuses années;

Considérant dès lors qu'il convient de soutenir sans tarder les entreprises qui ont la volonté de relancer leur activité et de mettre en place des containers pour poursuivre leurs activités;

Sur la proposition du Ministre de l'Économie;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1° le Ministre : le Ministre qui a l'Économie dans ses attributions;

2° l'entreprise : la petite ou la moyenne entreprise visée aux articles 2 et 3 de l'annexe I du Règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aide compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité;

3° les inondations de juillet 2021 : les inondations reconnues par :

a) l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 juillet 2021 reconnaissant comme calamité naturelle publique les inondations survenues du 14 au 16 juillet 2021 et délimitant son étendue géographique;

b) l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 août 2021 étendant la zone géographique de la calamité naturelle publique relative aux inondations survenues du 14 au 16 juillet 2021;

c) l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 septembre 2021 reconnaissant comme calamité naturelle publique les inondations du 24 juillet 2021 et délimitant son étendue géographique.

4° l'unité d'établissement : l'unité d'établissement telle que visée à l'article I.2., 16°, du Code de droit économique;

5° l'Administration : le Service public de Wallonie Économie, Emploi et Recherche;

6° le Règlement (UE) 1407/2013 : le Règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du Traité sur le Fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis.

Art. 2. L'intervention financière visée à l'article 3 est octroyée conformément au Règlement (UE) n° 1407/2013.

Art. 3. Le Ministre, ou le fonctionnaire délégué désigné à cette fin, octroie une intervention financière d'un montant maximum de 5.000 euros à l'entreprise :

1° qui possède une unité d'établissement sur le territoire d'une commune ayant subi les inondations de juillet 2021;

2° qui paie des cotisations sociales compte tenu de ses revenus professionnels;

3° qui prouve un sinistre qui est en lien avec les inondations de juillet 2021;

4° qui a conclu un contrat de location d'un ou plusieurs containers entre le 14 juillet 2021 et le 30 septembre 2021 en vue de continuer à exercer ses activités.

Le respect des conditions visées à l'alinéa 1^{er}, est démontré par :

1° l'attestation de sinistralité obtenue auprès de l'assurance de l'entreprise ou, à défaut d'assurance, la preuve de l'introduction d'une demande d'aide à la réparation conformément au décret du 23 septembre 2021 instituant un régime particulier d'indemnisation de certains dommages causés par les inondations et pluies abondantes survenues du 14 au 16 juillet 2021 ainsi que le 24 juillet 2021 et reconnues en tant que calamité naturelle publique;

2° la copie du contrat conclu entre le 14 juillet et le 30 septembre 2021 pour une location de containers.

L'intervention financière visée à l'alinéa 1^{er} est attribuée une seule fois par unité d'établissement située sur le territoire de la Région wallonne et inscrite à la Banque-Carrefour des Entreprises.

Art. 4. Les dépenses admissibles sont les dépenses réalisées et payées couvrant :

1° six mois maximum de location d'un ou plusieurs containers, comprenant à la fois les frais variables de location et les frais fixes de dépôt et d'enlèvement des containers;

2° un contrat de location signé entre le 14 juillet 2021 et le 30 septembre 2021;

3° des factures émises, dans le cadre du contrat visé au 2°, au plus tard le 30 juillet 2022.

L'intervention financière ne couvre pas les dépenses déjà couvertes par l'assurance ou l'indemnisation prévue par le décret du 23 septembre 2021 instituant un régime particulier d'indemnisation de certains dommages causés par les inondations et pluies abondantes survenues du 14 au 16 juillet 2021 ainsi que le 24 juillet 2021 et reconnues en tant que calamité naturelle publique.

Art. 5. L'entreprise introduit sa demande d'intervention financière auprès de l'Administration via un formulaire électronique, au plus tard le 31 décembre 2022.

Lors de l'introduction du dossier, l'entreprise fournit les informations suivantes :

1° le prénom et le nom de la personne habilitée à introduire la demande pour le compte l'entreprise;

2° le numéro de téléphone et l'adresse électronique de l'entreprise;

3° son numéro d'entreprise à la Banque-Carrefour des Entreprises;

4° l'adresse de l'unité d'établissement de l'entreprise située dans une commune ayant subi les inondations de juillet 2021;

5° le numéro de compte et le relevé de l'identité bancaire de l'entreprise;

6° les documents visés à l'article 3, alinéa 2;

7° la preuve des dépenses visées à l'article 4;

8° une déclaration sur l'honneur dans laquelle l'entreprise déclare;

a) ne pas dépasser les plafonds visés à l'article 3 du Règlement (UE) 1407/2013;

b) que les dépenses ne sont pas déjà couvertes par l'assurance ou l'indemnisation prévue par le décret du 23 septembre 2021 instituant un régime particulier d'indemnisation de certains dommages causés par les inondations et pluies abondantes survenues du 14 au 16 juillet 2021 ainsi que le 24 juillet 2021 et reconnues en tant que calamité naturelle publique.

Art. 6. La décision de complétude, de recevabilité et de paiement de l'intervention financière relève de tout agent de niveau A désigné par le directeur général de l'Administration.

La demande d'intervention financière est incomplète si elle ne comporte pas les documents ou informations visés à l'article 5, alinéa 2. Le cas échéant, l'agent visé à l'alinéa 1^{er} en informe l'entreprise qui peut compléter sa demande et la soumettre à un nouvel examen de complétude et de recevabilité.

Si la demande n'est pas complétée et soumise à un nouvel examen de recevabilité dans un délai d'un mois à dater de la date du courrier d'incomplétude, la demande d'aide est définitivement annulée.

L'intervention financière est octroyée dans un délai de quatre mois à compter du jour où l'Administration déclare la demande complète.

Le jour de l'envoi de la décision relative à la complétude est inclus dans le délai. Le jour de l'échéance est compté dans le délai. Toutefois, lorsque le jour est un samedi, un dimanche ou un jour férié légal, le jour de l'échéance est reporté au jour ouvrable suivant.

Art. 7. L'administration est le responsable du traitement au sens du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la Directive 95/46/CE, à l'égard des données à caractère personnel visées à l'article 5, alinéa 2 et traitées dans le cadre de l'examen de la demande, du traitement et de l'octroi de l'intervention financière. Les données à caractère personnel visées à l'article 5, alinéa 2 et traitées dans le cadre de l'examen de la demande, du traitement et de l'octroi de l'intervention financière sont conservées par l'Administration pendant une période de cinq ans qui commence à courir le jour de la décision visée à l'article 3 en vue de vérifier la satisfaction des conditions d'octroi de l'intervention financière.

Art. 8. Sans préjudice de l'article 61, 5°, du décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes, l'intervention financière visée à l'article 3 n'est pas octroyée ou est remboursée si elle a été indument octroyée :

1° en cas de non-respect des conditions du présent arrêté et des mesures qui en découlent;

2° si l'entreprise déclare des renseignements inexacts ou incomplets de manière volontaire quel qu'ait été l'effet de ces renseignements sur l'octroi de l'intervention financière, sans préjudice des poursuites pénales applicables aux personnes ayant fourni ces renseignements.

Art. 9. Le Ministre de l'Économie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 31 mars 2022.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,

W. BORSUS

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2022/202196]

31. MÄRZ 2022 — Erlass der wallonischen Regierung über die Gewährung einer finanziellen Beteiligung an Unternehmen, die infolge der Überschwemmungen vom 14. bis 16. Juli und am 24. Juli 2021 geschädigt wurden, für die Anmietung von Containern

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 22. Dezember 2021 zur Festlegung des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2022, Artikel 49;

Aufgrund des Berichts vom 18. Januar 2022, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund des am 28. Januar 2022 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 3. Februar 2022 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund der am 16. Februar 2022 abgegebenen Stellungnahme der Datenschutzbehörde Nr. 23/2022;

Aufgrund des am 2. März 2022 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 70.966/2 des Staatsrats;

In Erwägung der Überschwemmungen, die zwischen dem 14. und 16. Juli und am 24. Juli 2021 stattgefunden haben;

In der Erwägung, dass diese von der Wallonischen Regierung am 28. Juli 2021 und am 26. August 2021 als allgemeine Naturkatastrophe anerkannt wurden;

In der Erwägung, dass sie zahlreichen Unternehmen erheblichen Schaden zugefügt haben, wobei ihre Einrichtungen stark beschädigt oder sogar völlig zerstört wurden;

In der Erwägung, dass diese Unternehmen, von denen einige bereits stark von der COVID-19-Krise betroffen waren, der Situation hilflos gegenüberstehen und sich nur schwer vorstellen können, ihre Tätigkeit in den Gebieten, die geschädigt wurden, fortzusetzen;

In der Erwägung, dass es seit vielen Jahren Realität ist, dass städtische und ländliche Zellen ihre Wirtschaftstätigkeit aufgeben müssen;

In der Erwägung, dass es daher angebracht ist, die Unternehmen, die den Willen haben, ihre Betriebstätigkeit wieder zu aktivieren und Container aufzustellen, um ihre Aktivitäten auszuüben, unverzüglich zu unterstützen;

Auf Vorschlag des Ministers für Wirtschaft;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wirtschaft gehört;

2° Unternehmen: das kleine oder mittlere Unternehmen gemäß Artikel 2 und 3 der Verordnung (EU) Nr. 651/2014 der Kommission vom 17. Juni 2014 zur Feststellung der Vereinbarkeit bestimmter Gruppen von Beihilfen mit dem Binnenmarkt in Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union;

3° Überschwemmungen des Monats Juli 2021: Überschwemmungen, die anerkannt werden durch:

a) den Erlass der Wallonischen Regierung vom 28. Juli 2021 zur Anerkennung der Überschwemmungen vom 14. bis 16. Juli 2021 als allgemeine Naturkatastrophe und zur Abgrenzung ihrer geographischen Ausdehnung;

b) den Erlass der Wallonischen Regierung vom 26. August 2021 zur Ausdehnung des geografischen Gebiets der allgemeinen Naturkatastrophe im Zusammenhang mit den Überschwemmungen vom 14. bis 16. Juli 2021;

c) den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. September 2021 zur Anerkennung der Überschwemmungen vom 24. Juli 2021 als allgemeine Naturkatastrophe und zur Abgrenzung ihrer geographischen Ausdehnung.

4° Niederlassungseinheit: die Niederlassungseinheit im Sinne von Artikel I.2. Ziffer 16 des Wirtschaftsgesetzbuches;

5° Verwaltung: der Öffentliche Dienst der Wallonie Wirtschaft, Beschäftigung und Forschung;

6° Verordnung (EG) Nr. 1407/2013: die Verordnung (EG) Nr. 1407/2013 der Kommission vom 18. Dezember 2013 über die Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union auf de minimis-Beihilfen;

Art. 2 - Die in Artikel 3 genannte finanzielle Beteiligung wird im Einklang mit der Verordnung (EU) Nr. 1407/2013 gewährt.

Art. 3 - Der Minister oder der zu diesem Zweck bezeichnete beauftragte Beamte gewährt eine finanzielle Beteiligung in Höhe von maximal 5.000 Euro an das Unternehmen:

1° das eine Niederlassungseinheit auf dem Gebiet einer Gemeinde besitzt, die von den Überschwemmungen im Juli 2021 betroffen war;

2° das Sozialbeiträge unter Berücksichtigung seiner Berufseinkünfte zahlt;

3° das einen Schadensfall nachweist, der mit den Überschwemmungen im Juli 2021 in Zusammenhang steht;

4° das zwischen dem 14. Juli 2021 und dem 30. September 2021 einen Mietvertrag für einen oder mehrere Container abgeschlossen hat, um seine Tätigkeiten weiter auszuüben.

Die Einhaltung der in Absatz 1 genannten Bedingungen wird nachgewiesen durch:

1° die von der Versicherung des Unternehmens erhaltene Schadensbescheinigung oder, in Ermangelung einer Versicherung, den Nachweis über die Einreichung eines Antrags auf Schadensersatzzahlung gemäß dem Dekret vom 23. September 2021 zur Einführung einer besonderen Entschädigungsregelung für bestimmte Schäden, die durch die Überschwemmungen und schweren Regenfälle vom 14. bis 16. Juli 2021 und vom 24. Juli 2021 verursacht und als allgemeine Naturkatastrophe anerkannt wurden;

2° die Kopie des zwischen dem 14. Juli 2021 und dem 30. September 2021 abgeschlossenen Vertrags für die Anmietung von Containern.

Die finanzielle Beteiligung wird einmalig pro Niederlassungseinheit gewährt, die sich in der Wallonischen Region befindet und in der Zentralen Datenbank der Unternehmen eingetragen ist.

Art. 4 - Bei den zulässigen Ausgaben handelt es sich um die getätigten und bezahlten Ausgaben, die Folgendes abdecken:

1° maximal sechs Monate Miete für einen oder mehrere Container, umfassend sowohl die variablen Mietkosten als auch die Fixkosten für das Aufstellen und Abholen der Container;

2° einen Mietvertrag, der zwischen dem 14. Juli 2021 und dem 30. September 2021 unterzeichnet wurde;

3° Rechnungen, die im Rahmen des in Ziffer 2 genannten Vertrags spätestens am 30. Juli 2022 ausgestellt werden.

Die finanzielle Beteiligung deckt nicht die Ausgaben, die bereits durch die Versicherung oder die Entschädigung gemäß dem Dekret vom 23. September 2021 zur Einführung einer besonderen Entschädigungsregelung für bestimmte Schäden, die durch die Überschwemmungen und schweren Regenfälle vom 14. bis 16. Juli 2021 und vom 24. Juli 2021 verursacht und als allgemeine Naturkatastrophe anerkannt wurden, gedeckt sind.

Art. 5 - Das Unternehmen reicht seinen Antrag auf finanzielle Beteiligung bis spätestens 31. Dezember 2022 bei der Verwaltung über ein elektronisches Formular ein.

Bei der Einreichung der Antragsakte übermittelt das Unternehmen mindestens folgende Angaben:

1° den Vornamen und Nachnamen der Person, die befugt ist, den Antrag im Namen des Unternehmens zu stellen;

2° die Telefonnummer und die E-Mail-Adresse des Unternehmens;

3° die Nummer des Unternehmens in der Zentralen Datenbank der Unternehmen;

4° die Anschrift der Niederlassungseinheit des Unternehmens, die sich in einer Gemeinde befindet, die im Juli 2021 von Überschwemmungen betroffen war;

5° die Kontonummer und den Bankidentitätsnachweis des Unternehmens;

6° die in Artikel 3 Absatz 2 angeführten Nachweise;

7° den Nachweis der in Artikel 4 genannten Ausgaben;

8° eine ehrenwörtliche Erklärung, in der das Unternehmen erklärt,

a) dass es die in Artikel 3 der Verordnung (EU) 1407/2013 genannten Obergrenzen nicht überschreitet;

b) dass die Ausgaben nicht bereits durch die Versicherung oder die Entschädigung gemäß dem Dekret vom 23. September 2021 zur Einführung einer besonderen Entschädigungsregelung für bestimmte Schäden, die durch die Überschwemmungen und schweren Regenfälle vom 14. bis 16. Juli 2021 und vom 24. Juli 2021 verursacht und als allgemeine Naturkatastrophe anerkannt wurden, gedeckt sind.

Art. 6 - Die Entscheidung über die Vollständigkeit, Zulässigkeit und Auszahlung der finanziellen Beteiligung fällt in die Zuständigkeit eines vom Generaldirektor der Verwaltung benannten Bediensteten der Stufe A.

Der Antrag auf finanzielle Beteiligung ist unvollständig, wenn er nicht die in Artikel 5 Absatz 2 genannten Unterlagen oder Informationen enthält. Gegebenenfalls teilt der in Absatz 1 genannte Bedienstete dies dem Unternehmen mit, das seinen Antrag vervollständigen und einer erneuten Prüfung auf Vollständigkeit und Zulässigkeit unterbreiten kann.

Wenn der Antrag innerhalb eines Monats ab dem Datum des Schreibens über die Unvollständigkeit nicht ergänzt und einer neuen Zulässigkeitsprüfung unterbreitet wird, wird der Beihilfeantrag endgültig annulliert.

Die finanzielle Beteiligung wird innerhalb von vier Monaten ab dem Tag gewährt, an dem die Verwaltung den Antrag für vollständig erklärt.

Der Tag der Versendung der Entscheidung über die Vollständigkeit wird in die Frist eingerechnet. Der Verfalltag wird in der Frist aufgenommen. Fällt dieser Tag jedoch auf einen Samstag, einen Sonntag oder einen gesetzlichen Feiertag, wird er auf den nachfolgenden Arbeitstag verlegt.

Art. 7 - Die Verwaltung ist der für die Verarbeitung Verantwortliche im Sinne der Verordnung (EU) 2016/679 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 27. April 2016 zum Schutz natürlicher Personen bei der Verarbeitung personenbezogener Daten, zum freien Datenverkehr und zur Aufhebung der Richtlinie 95/46/EG in Bezug auf personenbezogene Daten, die in Artikel 5 Absatz 2 angeführt und im Zusammenhang mit der Prüfung des Antrags, der Bearbeitung und der Gewährung der finanziellen Beteiligung verarbeitet werden. Personenbezogene Daten, die in Artikel 5 Absatz 2 angeführt und im Rahmen der Prüfung des Antrags, der Bearbeitung und der Gewährung der finanziellen Beteiligung verarbeitet werden, werden von der Verwaltung für einen Zeitraum von fünf Jahren ab dem Tag der in Artikel 3 genannten Entscheidung aufbewahrt, um die Erfüllung der Bedingungen für die Gewährung der finanziellen Beteiligung zu überprüfen.

Art. 8 - Unbeschadet des Artikels 61 Ziffer 5 des Dekrets vom 15. Dezember 2011 zur Organisation des Haushaltsplans, der Buchführung und der Berichterstattung der wallonischen öffentlichen Verwaltungseinheiten, wird die finanzielle Beteiligung nicht gewährt oder zurückgezahlt, wenn sie unrechtmäßig gewährt wurde:

1° im Falle der Nichteinhaltung der Bedingungen des vorliegenden Erlasses und der sich daraus ergebenden Maßnahmen;

2° wenn das Unternehmen vorsätzlich unrichtige oder unvollständige Angaben macht, unabhängig davon, wie sich diese Angaben auf die Gewährung der finanziellen Beteiligung auswirken, unbeschadet der strafrechtlichen Verfolgung der Personen, die diese Angaben gemacht haben.

Art. 9 - Der Minister für Wirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 31. März 2022

Für die Regierung:
Der Ministerpräsident
E. DI RUPO

Der Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien, Raumordnung,
Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren
W. BORSUS

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2022/202196]

31 MAART 2022. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de toekenning van een financiële tegemoetkoming aan de ondernemingen die het slachtoffer zijn van de overstromingen van 14 tot 16 juli en van 24 juli 2021, voor de huur van containers

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 22 december 2021 houdende de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2022, inzonderheid op artikel 49;

Gelet op het rapport van 18 januari 2022 opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 28 januari 2022;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 3 februari 2022;

Gelet op het advies nr. 23/2022 van de Gegevensbeschermingsautoriteit, gegeven op 16 december 2022;

Gelet op het advies 70.966/2 van de Raad van State, gegeven op 2 maart 2022, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op de overstromingen die zich tussen 14 en 16 juli en 24 juli 2021 hebben voorgedaan;

Overwegende dat deze overstromingen door de Waalse Regering op 28 juli 2021 en 26 augustus 2021 als natuurramp zijn erkend;

Overwegende dat zij aanzienlijke schade hebben toegebracht aan talrijke ondernemingen, die hun installaties sterk beschadigd of zelfs volledig vernield zagen;

Overwegende dat deze ondernemingen, waarvan sommige reeds zwaar getroffen zijn door de COVID-19-crisis, machteloos staan tegenover de situatie en zich moeilijk kunnen voorstellen hun activiteit in de getroffen gebieden voort te zetten;

Overwegende dat de stopzetting van de economische activiteit in ruimtes in de steden en op het platteland reeds vele jaren een realiteit is;

Overwegende dat het derhalve raadzaam is onverwijld steun te verlenen aan de ondernemingen die bereid zijn hun activiteiten te hervatten en containers in te richten om hun activiteiten te kunnen voortzetten;

Op de voordracht van de Minister van Economie;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1 - Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° de Minister: de Minister bevoegd voor Economie;

2° de onderneming : de kleine en middelgrote onderneming als bedoeld in de artikelen 2 en 3 van bijlage I bij Verordening (EU) nr. 651/2014 van de Commissie van 17 juni 2014 waarbij bepaalde categorieën steun op grond van artikelen 107 en 108 van het Verdrag met de interne markt verenigbaar worden verklaard;

3° de overstromingen van juli 2021 : de overstromingen erkend door:

a) het besluit van de Waalse Regering van 28 juli 2021 waarbij de overstromingen die hebben plaatsgevonden van 14 tot 16 juli 2021 als een algemene natuurramp worden beschouwd en waarbij de geografische uitgestrektheid van deze ramp wordt afgebakend;

b) het besluit van de Waalse Regering van 26 augustus 2021 waarbij het geografische gebied van de algemene ramp met betrekking tot de overstromingen van 14 tot 16 juli 2021 uitgebreid wordt;

c) het besluit van de Waalse Regering van 23 september 2021 waarbij de overstromingen van 24 juli 2021 als een algemene natuurramp worden beschouwd en waarbij de geografische uitgestrektheid van deze ramp afgebakend wordt.

4° de vestigingseenheid : de vestigingseenheid zoals bedoeld in artikel I.2., 16°, van het Wetboek van economisch recht;

5° de Administratie : de Waalse Overheidsdienst Economie, Tewerkstelling en Onderzoek;

6° Verordening (EU) nr. 1407/2013 : Verordening (EU) nr. 1407/2013 van de Commissie van 18 december 2013 betreffende de toepassing van artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie op de-minimissteun.

Art. 2. De in artikel 3 bedoelde financiële tegemoetkoming wordt toegekend overeenkomstig Verordening (EU) nr. 1407/2013.

Art. 3. De Minister, of de gemachtigd ambtenaar, verleent een financiële tegemoetkoming ten bedrage van vijfduizend euro aan de onderneming :

1° die een vestigingseenheid heeft op het grondgebied van een gemeente die getroffen werd door de overstromingen van juli 2021;

2° die sociale zekerheidsbijdragen betaalt op basis van haar beroepsinkomsten;

3° die een schadegeval bewijst dat verband houdt met de overstromingen van juli 2021;

4° die tussen 14 juli 2021 en 30 september 2021 een huurovereenkomst voor een of meerdere containers heeft gesloten met het oog op de voortzetting van haar activiteiten.

De naleving van de in lid 1 bedoelde voorwaarden wordt aangetoond door :

1° het door de verzekeringsmaatschappij van de onderneming afgegeven schadeattest of, bij ontstentenis van verzekering, het bewijs van de indiening van een aanvraag voor hersteltegemoetkoming overeenkomstig het decreet van 23 september 2021 tot instelling van een bijzondere vergoedingsregeling voor bepaalde schade ten gevolge van de overstromingen en de zware regenval die zich van 14 tot en met 16 juli 2021 en op 24 juli 2021 hebben voorgedaan en die als openbare natuurramp zijn erkend;

2° het afschrift van de tussen 14 juli en 30 september 2021 gesloten overeenkomst voor de huur van containers.

De in lid 1 bedoelde financiële tegemoetkoming wordt één keer toegekend per vestigingseenheid die gevestigd is in het Waalse Gewest en ingeschreven is bij de Kruispuntbank van Ondernemingen.

Art. 4. Subsidiabele uitgaven zijn verrichte en betaalde uitgaven die het volgende dekken:

1° de huur van één of meerdere containers voor ten hoogste zes maanden, met inbegrip van zowel de variabele huurkosten als de vaste kosten voor het plaatsen en weghalen van de containers;

2° een huurovereenkomst gesloten tussen 14 juli en 30 september 2021;

3° facturen die in het kader van de in 2° bedoelde overeenkomst zijn uitgereikt, uiterlijk op 30 juli 2022.

De financiële tegemoetkoming dekt niet de uitgaven die reeds zijn gedekt door de verzekering of de vergoeding bedoeld in het decreet van 23 september 2021 tot instelling van een bijzondere vergoedingsregeling voor bepaalde schade ten gevolge van de overstromingen en de zware regenval die zich van 14 tot en met 16 juli 2021 en op 24 juli 2021 hebben voorgedaan en die als openbare natuurramp zijn erkend.

Art. 5. De onderneming dient haar aanvraag voor financiële tegemoetkoming door middel van een elektronisch formulier bij de Administratie in, uiterlijk op 31 december 2022.

Bij het indienen van het dossier moet de onderneming de volgende informatie verstrekken:

1° de naam en voornaam van de persoon die gemachtigd is om de aanvraag in naam van de onderneming in te dienen;

2° het telefoonnummer en email van de onderneming;

3° haar ondernemingsnummer bij de Kruispuntbank van Ondernemingen;

4° het adres van de vestigingseenheid van de onderneming gelegen in een gemeente die getroffen werd door de overstromingen van juli 2021;

5° het rekeningnummer en bankrekeningafschrift van de onderneming;

6° de in artikel 3, lid 2, bedoelde documenten;

7° het bewijs van de in artikel 4 bedoelde uitgaven;

8° een verklaring op erewoord waarin de onderneming stelt;

a) dat zij de plafonds bedoeld in artikel 3 van Verordening (EU) 1407/2013 niet zal overschrijden;

b) dat de uitgaven niet reeds gedekt zijn door de verzekering of de vergoeding bedoeld in het decreet van 23 september 2021 tot instelling van een bijzondere vergoedingsregeling voor bepaalde schade ten gevolge van de overstromingen en de zware regenval die zich van 14 tot en met 16 juli 2021 en op 24 juli 2021 hebben voorgedaan en die als openbare natuurramp zijn erkend.

Art. 6. De beslissing betreffende de volledigheid, ontvankelijkheid en uitbetaling van de financiële tegemoetkoming wordt genomen door elk personeelslid van niveau A dat door de directeur-generaal van de Administratie wordt aangewezen.

Het verzoek om financiële tegemoetkoming is onvolledig wanneer het niet de in artikel 5, lid 2, bedoelde documenten of gegevens bevat. In voorkomend geval brengt het in lid 1 bedoelde personeelslid de onderneming op de hoogte ervan, die haar aanvraag kan vervolledigen en voorleggen voor een verder onderzoek naar volledigheid en ontvankelijkheid.

Indien de aanvraag niet binnen een termijn van één maand, te rekenen vanaf de datum van het schrijven waarin de onvolledigheid bekendgemaakt wordt, vervolledigd en onderworpen wordt aan een nieuw onderzoek van ontvankelijkheid, dan wordt de steunaanvraag definitief vernietigd.

De financiële tegemoetkoming wordt toegekend binnen 4 maanden vanaf de dag waarop de Administratie de aanvraag volledig heeft verklaard.

De dag waarop de beslissing over de volledigheid wordt verzonden, is in de termijn begrepen. De vervaldag wordt meegerekend in de termijn. Wanneer die dag evenwel een zaterdag, zondag of wettelijke feestdag is, wordt de vervaldag naar de eerstvolgende werkdag verschoven.

Art. 7. De Administratie is de verantwoordelijke voor de verwerking in de zin van Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG, met betrekking tot de persoonsgegevens bedoeld in artikel 5, lid 2, en die worden verwerkt in het kader van het onderzoek van de aanvraag, de verwerking en de toekenning van de financiële tegemoetkoming. De persoonsgegevens bedoeld in artikel 5, lid 2, en die in het kader van het onderzoek van de aanvraag, de verwerking en de toekenning van de financiële tegemoetkoming worden verwerkt, worden door de Administratie bewaard gedurende een periode van vijf jaar, te rekenen vanaf de datum van de in artikel 3 bedoelde beslissing, om na te gaan of aan de voorwaarden voor de toekenning van de financiële tegemoetkoming is voldaan.

Art. 8. Onverminderd artikel 61, 5°, van het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting, de boekhouding en de verslaggeving van de Waalse openbare bestuursseenheid wordt de financiële tegemoetkoming bedoeld in artikel 3, niet toegekend of terugbetaald indien zij ten onrechte is toegekend.

1° bij niet-naleving van de voorwaarden van dit besluit en de daaruit voortvloeiende maatregelen;

2° wanneer de onderneming vrijwillig onjuiste of onvolledige informatie verstrekt, ongeacht de gevolgen van deze informatie op de toekenning van de financiële tegemoetkoming, onverminderd de strafrechtelijke vervolging die van toepassing is op de personen die deze informatie hebben verstrekt.

Art. 9. De Minister van Economie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 31 maart 2022.

Voor de Regering :
De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën,
Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2022/202059]

3 FEVRIER 2022. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 14 janvier 2015 portant exécution de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 juin 2013 mettant un système de certification des installateurs de systèmes de production d'énergie à partir de sources renouvelables et des professionnels des travaux liés à l'efficacité énergétique, pour ce qui concerne les droits de dossier, les demandes d'agrément et l'équipement des centres de formation ou d'examen

Le Ministre du Climat, de l'Énergie et de la Mobilité,

Vu le Décret du 18 juillet 2012 relatif à la mise en place d'une procédure de certification des installateurs de systèmes de production d'énergie à partir de sources renouvelables et de systèmes d'efficacité énergétique, les articles 3 à 6;